



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
28 septembre 2021  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-seizième session  
Point 67 de l'ordre du jour  
La situation dans les territoires ukrainiens  
temporairement occupés**

**Conseil de sécurité  
Soixante-seizième année**

**Lettre datée du 17 septembre 2021, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de l'Ukraine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration du Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine concernant l'organisation et la tenue, en toute illégalité, par la Fédération de Russie, d'élections dans les territoires ukrainiens temporairement occupés (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 67 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Sergiy Kyslytsya



**Annexe à la lettre datée du 17 septembre 2021 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine  
concernant l'organisation et la tenue, en toute illégalité,  
par la Fédération de Russie, d'élections dans les territoires  
ukrainiens temporairement occupés**

Le 17 septembre 2021

Le Ministère des affaires étrangères de l'Ukraine proteste vigoureusement contre l'organisation et la tenue, en toute illégalité, par la Fédération de Russie, d'élections de députés à la Douma d'État dans les territoires temporairement occupés de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol. Il condamne avec force non seulement ces élections, qui ont eu lieu du 17 au 19 septembre 2021, mais aussi le fait d'avoir obligé les citoyens ukrainiens en possession de passeports russes délivrés illégalement à y prendre part dans les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et de Louhansk. Nous considérons qu'en organisant et en tenant des élections illégales, la Russie continue à violer de façon flagrante la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Ces actes de la Fédération de Russie constituent aussi une violation grave des normes et principes fondamentaux du droit international, des obligations de la Russie résultant des accords internationaux auxquels l'Ukraine et la Russie sont parties, ainsi que de la législation ukrainienne. Ils vont aussi à l'encontre de la Charte des Nations Unies, des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies [68/262](#) du 27 mars 2014, [71/205](#) du 19 décembre 2016, [72/190](#) du 19 décembre 2017, [73/194](#) du 17 décembre 2018, [73/263](#) du 22 décembre 2018, [74/17](#) du 9 décembre 2019, [74/168](#) du 18 décembre 2019, [75/29](#) du 7 décembre 2020 et [75/192](#) du 16 décembre 2020, ainsi que de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe du 1<sup>er</sup> août 1975.

La tenue d'élections par la Fédération de Russie dans les territoires temporairement occupés de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol est illégale et leur résultat sera nul et non avenu.

La participation de citoyens ukrainiens qui vivent dans les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et de Louhansk, ainsi que de 1,5 million d'électeurs qui vivent en Crimée temporairement occupée, faussera considérablement le résultat des élections à la Douma d'État de la Fédération de Russie et remettra en question leur légitimité tout entière.

Toutes les personnes qui ont contribué à organiser des élections illégales en Crimée temporairement occupée et à leur déroulement, ou qui ont fait en sorte que des citoyens ukrainiens, munis de passeports russes délivrés illégalement, prennent part à ces élections dans les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et de Louhansk, seront tenues pour responsables conformément à la loi ukrainienne.

Nous exhortons tous les États et toutes les organisations internationales à condamner fermement les actions illégales de la Russie, à affirmer clairement qu'ils ne reconnaissent pas le résultat des élections dans les territoires ukrainiens temporairement occupés et à déclarer la Douma d'État russe illégitime. Nous souhaitons également qu'ils accentuent la pression politique et diplomatique exercée sur la Fédération de Russie, en renforçant notamment les sanctions.

Nous exigeons que la Fédération de Russie cesse d'occuper la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol, ainsi que certaines zones des régions de Donetsk et de Louhansk, mette un terme aux activités illégales qui ont cours dans les territoires ukrainiens temporairement occupés et applique dans leur intégralité les décisions des organisations internationales et des tribunaux internationaux.

---